

Note ANIMA : agro-alimentaire Med

Date : 19 novembre 2009

Mots clés : Investissement – Agriculture – Agroalimentaire
- Partenariat – Euromed - Méditerranée – Invest in Med –
ANIMA

Pierre Henry/ Laurence Fontaine

Chef de projet /Responsable communication

+33 4 96 11 18 13 / +33 6 82 23 74 51

pierre.henry@anima.coop laurence.fontaine@anima.coop

MEDays 2009, Panel Modernisation de l'agriculture, Tanger

Investissement étranger & valorisation du patrimoine agroalimentaire Med

Le système agro-alimentaire méditerranéen se trouve dans une situation paradoxale à plus d'un titre: alors que les vertus du régime méditerranéen sont partout célébrées, que l'authenticité de ses produits et traditions culinaires, que les consommateurs des deux rives et le reste du monde affectionnent, devrait constituer un avantage compétitif monétisable (labels, marques, indications géographiques contrôlées), les systèmes locaux et régionaux de production peinent à se moderniser au Sud. La dépendance alimentaire y progresse, creusant les déficits commerciaux, ruinant les finances publiques (subventions aux produits alimentaires de base) et provoquant des émeutes quand les prix flambent. Difficile de résister à la concurrence des productions de masse développées au sein de la région (grandes cultures européennes, grands projets égyptiens, etc.) ou hors d'elle (grands pays exportateurs et nouveaux challengers), y compris sur leurs marchés intérieurs, et pour des produits pour lesquels la Méditerranée détient des avantages comparatifs évidents : la Chine commence ainsi à exporter des tomates, tandis que l'Amérique latine et l'Australie investissent massivement dans l'huile d'olive. Des journalistes égyptiens constataient ainsi amèrement lors du dernier Ramadan que le made in China avait envahi le souk, jusqu'aux fèves qui servent de base au fowl, plat quotidien de millions d'Égyptiens.

Réussir l'intégration Euromed par l'agroalimentaire

Le Sud de la Méditerranée peine à répliquer les expériences réussies par la rive Nord (France, Italie, etc.) en matière de développement rural mêlant investissements dans les infrastructures, développement des services, modernisation (rendements, qualité), et valorisation des patrimoines locaux (Appellations d'Origine, agro-tourisme, circuits courts, etc.). La modernisation sur le seul modèle de la grande culture privée mécanisée destinée à l'export est vouée à l'échec dans une région où l'accès au foncier est problématique, et où un exode rural massif (les agriculteurs représentent plus de 30% des actifs en Afrique du Nord, pour 13,5% seulement du PIB et moins de 4% des exportations, CNUCED, WIR 2009) et une gestion non durable des ressources (eau,

terres arables) sont des risques qu'aucun décideur politique ne devrait avoir à prendre.

La modernisation du secteur doit par conséquent passer à la fois par :

- un développement endogène déjà amorcé (voir les politiques de soutien pour chaque pays Med dans l'étude *La Carte des Investissements en Méditerranée* réalisée par ANIMA¹ : agropoles, mise à niveau des normes phytosanitaires et de santé animale, restructuration foncière, structuration des filières professionnelles, accès au financement et à la formation, modernisation des infrastructures et des activités amont et aval pour une meilleure insertion dans les supply chain de la grande distribution locale et étrangère, modernisation de l'emballage, la chaîne du froid, la distribution, le marketing, etc.
- l'intervention de facteurs exogènes, en particulier par l'organisation progressive d'un marché régional Euromed de l'agroalimentaire, seul à même de booster investissements locaux et étrangers, grâce aux statuts dérogatoires dont bénéficient les productions agricoles dans la régulation du commerce international (voir projet de Pacte agricole méditerranéen, E. Gonzalo et L. Alejandro, Annuaire de la Méditerranée 1999, et aussi Note IPEMED n°4, novembre 2009, *Un pacte agroalimentaire et rural pour l'intégration régionale euro-méditerranéenne*): bénéfice du pilier 2 de la PAC (développement rural lato sensu) étendu au Sud de la Méditerranée, préférence communautaire élargie aux produits agricoles Med, transferts financiers nécessaires à la modernisation des systèmes productifs du Sud grâce un système de prix organisé selon une nouvelle répartition des tâches cohérente avec les complémentarités géo-climatiques de la zone, sans exclusivité. A ce jour malheureusement, l'agriculture ne figure pas parmi les priorités de l'Union pour la Méditerranée. Le retard pris par la zone Euromed de libre échange est une occasion de revoir les projets européens de libéralisation des échanges agricoles en Méditerranée.

¹ Téléchargeable gratuitement à l'adresse suivante : http://www.animaweb.org/uploads/bases/document/Inv_CartelInveStMed-Final_FR_1-10-2009.pdf

Vers un système agro Euromed rationalisé : le co-développement par l'initiative privée

Comme l'a rappelé la FAO lors de son sommet mondial de Rome (nov 2009), l'agriculture reste le parent pauvre de l'investissement international, public comme privé : à peine 7 milliards de dollars par an (5 milliards d'EUR) alors qu'il en faudrait 44 milliards (25 milliards d'EUR). La part de l'aide publique au développement consacrée à l'agriculture a chuté de 12-13% au début des années 1980 à 4% en 2007. L'investissement privé est donc incontournable, avec un partenaire étranger chaque fois que cela est nécessaire.

Selon l'observatoire des IDE en Méditerranée ANIMA-MIPO, l'agroalimentaire (agriculture & transformation) ne représentait que 4% du nombre de projets recensés sur la période 2003-2009 (octobre), soit 183 sur 4 222, pour des montants annoncés cumulés de 8,35 milliards d'euros (2% du total), en ligne avec les flux entrants mesurés par la CNUCED (2005-2007) dans les pays en développement pour ce secteur (0,8% pour l'agriculture et 1,4% pour l'agro-alimentaire, soit 2,2% au total). 86% des projets agro de la base MIPO portent sur des montants de moins de 50 millions d'euros. Les investisseurs européens sont à l'origine de 66% de ces projets moyens qui pèsent 50% du total des emplois créés par les IDE dans ce secteur. La France est le principal émetteur de projets (43), tandis que Royaume-Uni et Arabie Saoudite sont les principaux investisseurs en montants (2 milliards d'EUR chacun). Turquie, Maroc, Algérie et Egypte captent plus de 70% des projets. En montants, les économies Med qui dominent sont la Turquie (42%), l'Egypte (22%), le Maroc, Israël, l'Algérie et la Syrie (entre 7 et 10% chacun, soit 33% en cumul). 10% des projets agro seulement sont des JV.

Le dernier World Investment Report soulignait que les multinationales sont très tournées vers l'aval. De même dans les pays Med l'écrasante majorité des IDE agro se concentrent sur la transformation et le conditionnement (boissons, tabac, biscuits, produits laitiers, etc.). Les vrais petits projets de production et de transformation (investissement inférieur à 3 millions d'euros, voir liste des projets en annexe), qui présentent un fort multiplicateur rural (transformation-conditionnement sur les lieux de production) ne représentent que 15% du nombre total de projets agro. Ils se multiplient au Maghreb (maraichers européens) grâce aux nouveaux régimes de concessions de terres agricoles. C'est sur ce segment que doivent porter tous les efforts, en particulier les cultures bio appuyées sur des terres relativement préservées des produits phytosanitaires chimiques ou bien les produits protégés grâce à des indications

géographiques (localement et dans le marché commun européen), avec un fort contenu en emplois locaux (horticulture) et des débouchés à l'export qui devraient aller croissant.

Les IDE dans l'amont et l'aval ont déjà et auront également à l'avenir un impact fort : l'implantation de la grande distribution européenne ou moyen-orientale va forcer les petits producteurs MED à s'organiser pour répondre aux cahiers des charges des acheteurs (production sous contrat) en matière de volumes et de qualité. La bonne insertion des petits producteurs dans les supply chains d'enseignes européennes qui s'implantent que Sud pourrait en retour favoriser la distribution en Europe des produits Med.

Les mégaprojets d'investissements agricoles extérieurs lancés par des gouvernements (Asie surtout) en quête d'approvisionnements stratégiques sont un phénomène récent mais qui s'accélère : selon l'International Land Coalition, 30 millions d'ha de terres arables dans le monde auraient déjà fait l'objet de transactions impliquant des investisseurs étrangers au S1 2009, soit un peu plus que la surface agricole française (27,5 millions d'ha). Dans la région Med, ces projets sont souvent portés par des entreprises du Golfe (13% à peine des projets agro Med 2003-2009 et près de 30% des montants annoncés), parfois à l'invitation des gouvernements Med (projet Toshka en Egypte). A condition d'imposer par contrat certains garde-fous (concessions ou contrat d'achats de MT plutôt que propriété, partage local vs. export des productions et des revenus, transferts de savoir-faire, etc.), ils peuvent être un complément utile.

Des initiatives soutenues par Invest in Med : structurer des filières Euromed et développer des liens inter-clusters

- **MAG TRACE** : développer la traçabilité alimentaire pour faciliter l'intégration régionale et accéder au marché européen. Partage d'expérience Sud-Sud entre UMAGRI (Maghreb) et projet UNIDO similaire en Egypte (E-TRACE).
- **Tech Fruits & Légumes** : favoriser la collaboration entre les agro-clusters de Bizerte (Tunisie) et d'Avignon (France) + l'université de Parme (permettre à Bizerte d'accéder à la veille technologique faite à Avignon, échanges d'étudiants et de chercheurs, événementiel commun sur des produits spécifiques i.e. figue de barbarie, etc.). **RDV : Grande convention Euromed à Avignon, 7-8 dec 2009**
- **Agroalimed** : formations & BtoB pour l'accès au marché européen (normes, marketing) et la promotion de l'investissement EU au Maghreb. **RV: sept 2010, Casa.**
- **Partenariats d'entreprises en Méditerranée** : BtoB Euromed food processing et traitement de l'eau et des déchets organisé par l'UNIDO à Marseille (mai 2010).

Invest in Med est un projet de trois ans cofinancé par la Commission européenne (2008-2011). Il est coordonné par ANIMA Investment Network, leader d'un consortium qui réunit BUSINESSMED, EUROCHAMBRES, ASCAME et leurs partenaires spéciaux l'ONUDI, GTZ et l'EPA Euroméditerranée. Opérant comme une agence de développement économique centrée sur l'investissement et les partenariats d'affaires, le projet bénéficie à 9 pays partenaires méditerranéens de l'UE : Algérie, Egypte, Israël, Jordanie, Liban, Maroc, Autorité Palestinienne, Syrie et Tunisie. www.invest-in-med.eu